

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

TROISIÈME SESSION

Projet de loi n° 230

(PRIVÉ)

Loi modifiant la charte du Cimetière
de l'est de Montréal

Première lecture

Deuxième lecture

Troisième lecture

PRÉSENTÉ

Par M. GUY BISAILLON

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1 9 7 8

Projet de loi n° 230

(PRIVÉ)

Loi modifiant la charte du Cimetière de l'est de Montréal

ATTENDU que la corporation Cimetière de l'est de Montréal a été constituée par le chapitre 88 des lois de 1916 (1^{re} session), modifiée par les chapitres 133 des lois de 1917/1918, 194 des lois de 1959/1960 et 142 des lois de 1966/1967;

Qu'il est dans son intérêt que sa charte soit modifiée, afin de définir les personnes qui peuvent en devenir actionnaires et de prévoir le sort de ses revenus;

À ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 1 de la Loi constituant en corporation le Cimetière de l'est de Montréal (1916, 1^{re} session, chapitre 88) est remplacé par le suivant:

«**1.** L'Oeuvre et fabrique de la paroisse de Saint-François d'Assise de la Longue-Pointe, à Montréal, les fabriques de paroisses catholiques existant actuellement ou à être fondées dans l'île de Montréal, les communautés religieuses actuellement constituées ou à être constituées dans l'île de Montréal et la corporation épiscopale catholique romaine du diocèse de Montréal [], qui pourront devenir actionnaires de la compagnie, sont constituées en corporation sous le nom de «Cimetière de l'est de Montréal».»

2. L'article 3 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**3.** Le capital-actions de la compagnie sera de trois cent mille piastres divisé en actions de cinq cents piastres chacune, que

seules les fabriques de paroisses catholiques, créées ou à être créées dans l'île de Montréal, les communautés religieuses constituées ou à être constituées en corporation dans l'île de Montréal et la corporation épiscopale catholique romaine du diocèse de Montréal [] pourront acquérir et posséder; lesdites fabriques, communautés religieuses [] et la corporation épiscopale catholique romaine du diocèse de Montréal étant, par les présentes, spécialement autorisées à acquérir et posséder des actions au capital social de ladite compagnie.»

3. L'article 4 de ladite loi, remplacé par l'article 1 du chapitre 194 des lois de 1959/1960, est modifié par l'addition de l'alinéa suivant:

«La compagnie n'a pas le pouvoir de payer de dividendes à ses actionnaires.»

4. L'article 5 de ladite loi, remplacé par l'article 1 du chapitre 142 des lois de 1966/1967, est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

«Toute fabrique, communauté religieuse ou épiscopale catholique romaine du diocèse de Montréal [] a droit d'élire un membre du conseil d'administration pour chaque quinze actions qu'elle possède.»

5. L'article 11 de ladite loi est abrogé.

6. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.